



La Commune



"Partageons les richesses"

Éditorial

Après l'annonce du " plan de sauvetage " de la Grèce par l'Union européenne et le FMI, ce fut l'euphorie générale des Bourses du monde entier. Et, patatras, le 14 mai dernier, nouveau plongeon général. Facile à comprendre : les mêmes qui ont salué la mise sous curatelle d'un pays tout entier et sans doute demain d'autres encore en Europe doutent profondément de la capacité des Etats à imposer leur talon de fer contre les peuples.

Alors, ils ont peur pour leurs profits. Les capitalistes entendent pourtant bien faire reporter le poids de leur crise sur les exploités et opprimés, à coups de mesures contre les salaires, les acquis sociaux et l'emploi. En France, une des manifestations les plus flagrantes de cette volonté anti-ouvrière, c'est la loi en préparation contre les retraites.

Les pistes les plus vraisemblables sont l'allongement du temps de travail et, comme le dit le député UMP Myard, le " financement extérieur ". Sarkozy a déjà avancé l'idée de la " taxation des hauts revenus et des revenus financiers " du Capital. Nous revenons longuement dans ce numéro sur la question des retraites, dont il faut rappeler encore et encore qu'elles sont assises pour l'essentiel sur le salaire différé. Si donc problème il y a, il ne peut provenir que du tarissement de cette source des cotisations, du fait des licenciements et des bas salaires.

Et aussi, faut-il marteler, de l'exonération par milliards des cotisations improprement appelées " patronales " Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO le rappelle dans un récent entretien à Sud-ouest du 14 mai : " Les gouvernements ont usé et abusé des exonérations de cotisation : 22% des cotisations patronales de sécurité sociale des entreprises privées sont exonérées. Et si celles-ci sont compensées par l'Etat, ce n'est qu'à 90%, ce qui laisse près de 36 milliards de manque à recevoir pour la sécurité sociale " Voilà où passe en grande partie le prétendu " trou de la sécu " et donc des retraites qui en sont un branche. S'opposer à Sarkozy et défendre les retraites, c'est donc bien lutter contre ces exonérations, se battre bec et ongles contre les licenciements et pour les salaires.

Tout autre financement " extérieur " condamnerait la Sécu à être la proie des marchés financiers dont on voit

chaque jour la voracité. C'est pourquoi il nous est difficile de comprendre comment le NPA peut ainsi s'associer à la campagne nationale d'ATTACFondation Copernic et participer à un appel national et à un meeting à Paris avec la crème de tous ceux, de Didier Le Reste à Benoît Hamon dont l'axe est " l'argent existe pour financer nos retraites, il suffit de taxer les dividendes et les stock-options " Sarkozy l'a rêvé, ATTAC l'a fait.

Le salaire différé, qui depuis 1945 est à la source de la Sécu doit être défendu et même élargi, à l'exception de tout autre financement qui remettrait immédiatement en cause ses bases historiques, fruit d'un acquis formidable de la classe ouvrière qui n'a pas son pareil en Europe.

" Pour nos retraites, partageons nos richesses ", titre un tract national du NPA. Avec qui ? avec la Bourse, avec les patrons ? Bien sûr, ce n'est pas l'esprit du rédacteur. Mais à déclamer des formules aussi vagues tout en participant à une campagne avec des gens qui ont affirmé haut et fort qu'une " réforme des retraites " était nécessaire, on ne peut qu'entretenir la confusion.

" Partageons les richesses " ? Faut-il rappeler que les immenses richesses produites sous le mode de production capitaliste le sont exclusivement par l'extorsion de la plus-value aux salariés du monde entier ? Dans ces conditions, il n'y a rien à partager. Il y a par contre à s'appropriier collectivement le surproduit du travail social confisqué par le capitalisme. Pour y parvenir, pas d'autre moyen que d'abattre le capitalisme. Et, pour l'heure, défendre le salaire différé : pas de loi, pas de réforme.

Pedro Carrasquedo,

15 mai 2010

Modifié le mardi 18 mai 2010

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n'aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n'aura été aussi fort comme en atteste l'explosion de l'abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d'une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »



La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)¹ a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »



Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »
